



ASSEMBLÉE NATIONALE

10ème législature

Afrique

Question au Gouvernement n° 2053

Texte de la question

M. le président. La parole est à M. Pierre-André Wiltzer.

M. Pierre-André Wiltzer. Monsieur le ministre délégué à la coopération, le sommet franco-africain, réuni à Ouagadougou à l'initiative du Président de la République, M. Jacques Chirac, vient de s'achever. Je n'ai pas besoin d'insister sur le rôle que la France joue en Afrique, pour des raisons historiques, humaines ou économiques, mais aussi, depuis une date plus récente, en raison de l'action qu'elle conduit pour la solidarité de l'ensemble franco-africain et le développement de la démocratie.

Même si l'on assiste actuellement, en Afrique, au jeu de certaines puissances - je pense notamment aux États-Unis d'Amérique - la France, pour le groupe UDF, doit rester attachée au rôle qui est le sien sur ce continent pour assurer la stabilité des institutions et le renforcement de la démocratie.

De ce point de vue, monsieur le ministre, quels enseignements le Gouvernement tire-t-il du sommet de Ouagadougou ? (Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.)

M. le président. La parole est à M. le ministre délégué à la coopération.

M. Jacques Godfrain, ministre délégué à la coopération. Monsieur le député, contrairement à ce qu'on lit ou entend ici ou là, le sommet de Ouagadougou a été, une fois de plus, la marque de notre présence en Afrique. Ce fut aussi un succès pour le président Compaoré, puisqu'il a eu lieu au Burkina Faso et que les invitations ont été faites en son nom.

Quarante-cinq pays d'Afrique se sont réunis à cette occasion, dont certains ont demandé à assister au sommet avant même d'y avoir été invités. C'est une participation sans précédent. Vingt-six chefs d'État ont fait le déplacement et, pour la première fois, le président de l'Organisation de l'unité africaine, M. Salim Salim, était présent.

Le thème retenu était «bonne gouvernance et développement».

Ayant participé à ce sommet aux côtés du Président de la République (Rires et exclamations sur les bancs du groupe socialiste), j'ai pu constater...

L'un des vôtres, messieurs, pourrait apporter le même témoignage: le rapporteur au Sénat du budget de la coopération, M. Michel Charasse. De tels sujets méritent une certaine unanimité !

Il y a donc eu des conversations très franches et très utiles entre les participants, qui ont tous rendu hommage à la France et au Président de la République pour les efforts qu'il avait déployés au sommet du G7 à Lyon et à la réunion de Cannes l'année dernière, afin que l'aide publique au développement reste au moins au même niveau.

Une déclaration invitant à la réunion, sous l'égide des Nations unies, d'une conférence sur la situation des Grands Lacs a été adoptée. La notion de force internationale est toujours à l'esprit de ces pays, avec les réserves du seul Rwanda.

M. Jean-Claude Lefort. Évidemment !

M. le ministre délégué à la coopération. Surtout, ce sommet a permis aux participants de s'écouter et de se respecter. Les délégations du Rwanda, du Burundi, du Zaïre et de la Tanzanie ont engagé le dialogue. Entendre les protagonistes échanger leurs arguments a été, je dois le dire, un moment important de ce sommet. C'était un des rares endroits où cela pouvait se produire.

Enfin, au-delà des questions monétaires et de développement, cette rencontre a montré, une fois de plus, combien était ancrée dans les esprits cette amitié franco-africaine qui est une des clés de la paix sur ce continent. (Applaudissements sur divers bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.)

Texte de la réponse

M. le président. La parole est à M. Pierre-André Wiltzer.

M. Pierre-André Wiltzer. Monsieur le ministre délégué à la coopération, le sommet franco-africain, réuni à Ouagadougou à l'initiative du Président de la République, M. Jacques Chirac, vient de s'achever. Je n'ai pas besoin d'insister sur le rôle que la France joue en Afrique, pour des raisons historiques, humaines ou économiques, mais aussi, depuis une date plus récente, en raison de l'action qu'elle conduit pour la solidarité de l'ensemble franco-africain et le développement de la démocratie.

Même si l'on assiste actuellement, en Afrique, au jeu de certaines puissances - je pense notamment aux États-Unis d'Amérique - la France, pour le groupe UDF, doit rester attachée au rôle qui est le sien sur ce continent pour assurer la stabilité des institutions et le renforcement de la démocratie.

De ce point de vue, monsieur le ministre, quels enseignements le Gouvernement tire-t-il du sommet de Ouagadougou ? (Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.)

M. le président. La parole est à M. le ministre délégué à la coopération.

M. Jacques Godfrain, ministre délégué à la coopération. Monsieur le député, contrairement à ce qu'on lit ou entend ici ou là, le sommet de Ouagadougou a été, une fois de plus, la marque de notre présence en Afrique. Ce fut aussi un succès pour le président Compaoré, puisqu'il a eu lieu au Burkina Faso et que les invitations ont été faites en son nom.

Quarante-cinq pays d'Afrique se sont réunis à cette occasion, dont certains ont demandé à assister au sommet avant même d'y avoir été invités. C'est une participation sans précédent. Vingt-six chefs d'État ont fait le déplacement et, pour la première fois, le président de l'Organisation de l'unité africaine, M. Salim Salim, était présent.

Le thème retenu était «bonne gouvernance et développement».

Ayant participé à ce sommet aux côtés du Président de la République (Rires et exclamations sur les bancs du groupe socialiste), j'ai pu constater...

L'un des vôtres, messieurs, pourrait apporter le même témoignage: le rapporteur au Sénat du budget de la coopération, M. Michel Charasse. De tels sujets méritent une certaine unanimité !

Il y a donc eu des conversations très franches et très utiles entre les participants, qui ont tous rendu hommage à la France et au Président de la République pour les efforts qu'il avait déployés au sommet du G7 à Lyon et à la réunion de Cannes l'année dernière, afin que l'aide publique au développement reste au moins au même niveau.

Une déclaration invitant à la réunion, sous l'égide des Nations unies, d'une conférence sur la situation des Grands Lacs a été adoptée. La notion de force internationale est toujours à l'esprit de ces pays, avec les réserves du seul Rwanda.

M. Jean-Claude Lefort. Évidemment !

M. le ministre délégué à la coopération. Surtout, ce sommet a permis aux participants de s'écouter et de se respecter. Les délégations du Rwanda, du Burundi, du Zaïre et de la Tanzanie ont engagé le dialogue. Entendre les protagonistes échanger leurs arguments a été, je dois le dire, un moment important de ce sommet. C'était un des rares endroits où cela pouvait se produire.

Enfin, au-delà des questions monétaires et de développement, cette rencontre a montré, une fois de plus, combien était ancrée dans les esprits cette amitié franco-africaine qui est une des clés de la paix sur ce continent. (Applaudissements sur divers bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.)

Données clés

Auteur : [M. Wiltzer Pierre-André](#)

Circonscription : - UDF

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2053

Rubrique : Politique exterieure

Ministère interrogé : coopération

Ministère attributaire : coopération

Date(s) clé(e)s

Question publiée le : 11 décembre 1996, page 8180

Réponse publiée le : 11 décembre 1996, page 8180

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 11 décembre 1996